

Appel à la marche du 25 novembre

Manifestation contre les violences sexistes et sexuelles

Contre les violences de genre, sociales et d'Etat.

À nos sœurs, à nos adelphe·e·s.

Nous ne voulons plus compter nos mort·e·s.

Nous, organisations féministes, appelons à manifester le 25 novembre 2023 à Lille, comme dans toute la France, à l'occasion de la journée internationale contre les violences faites aux femmes.

Les femmes et minorités de genre subissent au quotidien des violences sexistes et sexuelles, perpétrées en grande majorité par des hommes cis. Elles sont invisibilisées, insultées, harcelées, discriminées, agressées, violées, tuées. Ces violences règnent partout, tout le temps : dans le foyer, au travail, à l'école, dans la rue, dans les transports, dans les services de santé, sur internet...

Dans un contexte où les guerres se multiplient dans le monde, notre soutien va à toutes les femmes, premières victimes avec les enfants des conflits armés. Nous manifestons particulièrement notre soutien aux femmes de Birmanie, du Congo, du Haut-Karabakh, d'Israël, de Palestine, d'Ukraine.

Nous clamons haut et fort notre solidarité pour nos sœurs afghanes maintenues sous le joug d'une oppression effroyable où même aller à l'école devient un acte héroïque.

Nous réaffirmons notre sororité aux femmes iraniennes et kurdes en révolte pour leur liberté. Femme, Vie, Liberté.

Nous apportons notre soutien aux femmes ouïghoures, persécutées, victimes de politique génocidaire.

En France, au moins 850 femmes ont été assassinées en France sous les mandatures d'Emmanuel Macron, dont 75% dans le couple. Plus de 1000 enfants sont devenus orphelin·e·s de ces féminicides.

Le 25 novembre nous serons dans la rue pour rappeler qu'en 2023, être une femme c'est vivre en étant partout exposée aux violences, et que ces violences touchent encore plus fortement les femmes racisées, non valides, lesbiennes, trans, mineures, grosses ou encore précaires.

Nous serons dans la rue pour rappeler que les enfants sont les premières victimes des violences sexuelles, et qu'ils ne sont pas protégé·e·s. Tous les jours, au moins 450 enfants sont victimes de violences sexuelles, et seules 8% des victimes d'inceste ont été crues et protégées par la justice quand elles ont parlé (Ciivise).

Nous serons dans la rue pour exiger des moyens suffisants pour rendre les politiques publiques plus efficaces contre les violences psychologiques, physiques et sexuelles faites aux femmes, aux enfants, et aux minorités de genre, mais aussi contre les violences sociales et au travail.

Nous serons dans la rue pour crier notre colère que ces violences perdurent, que rien ne soit fait pour changer cette situation. La plupart du temps, encore, les victimes ne sont pas crues, les plaintes classées sans suite, l'impunité des agresseurs persiste. La justice reste encore largement sourde à reconnaître ces violences.

Et pourtant des solutions existent : formation de toutes les professionnel·le·s du secteur socio-éducatif, judiciaire, policier, médical ; ouverture pérenne d'hébergements d'urgence pour les femmes victimes et leurs enfants mais aussi des logements pour éloigner les conjoints violents, etc.

Ces solutions nécessitent des moyens.

Ces solutions nécessitent une volonté politique.

Aujourd'hui, plutôt que d'apporter des solutions pour que ces violences cessent enfin, nous devons faire face à l'inaction et pire, à l'instauration de politiques qui ne font que nous pénaliser davantage :

La réduction drastique du financement des hébergements d'urgence met directement en danger les familles victimes de violences. La Métropole Européenne de Lille a une très faible capacité d'accueil pour les victimes de violences, et pourtant elle n'investit pas financièrement auprès des associations désirent pallier ce problème d'hébergement.

La réduction, également, du financement de l'Aide Sociale à l'Enfance, censée protéger les enfants victimes de violences et de maltraitance. La dernière campagne du 119 demande aux enfants de parler, alors que les moyens déployés pour les écouter et les protéger sont insuffisants, et que lorsque les mères tentent de protéger leurs enfants d'un père incestueux, ce sont elles qui sont régulièrement emprisonnées. Ainsi, alors que le syndrome d'aliénation parentale n'a aucun fondement scientifique, et qu'il est rejeté par de nombreuses études, la justice continue trop souvent à soutenir les pères violents et à condamner les mères dénonçant ces violences.

Ces violences de genre s'inscrivent dans un contexte social et politique d'inégalités et d'injustices. Comment fuir un père, un conjoint, un employeur violent, quand la survie matérielle des victimes n'est pas assurée ?

Comment permettre une émancipation des femmes, et notamment des plus précaires, dans un pays où plus de 40 % d'entre elles ont déjà eu affaire à un comportement à connotation sexiste ou sexuelle au travail ? Où les femmes gagnent en moyenne 24% de moins que les hommes ? Où les métiers les plus féminisés, comme les métiers du care, sont sous-payés et dévalorisés ?

Nous attendons des mesures contre la précarité, aggravée par l'explosion des loyers et l'inflation, qui touche encore plus durement les femmes. Les mères seules avec enfants, les femmes et les minorités de genre sont les premier·e·s victimes des expulsions locatives et du mal-logement. Aujourd'hui, 45% des mères isolées et trois millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté.

Non seulement le gouvernement ne lutte pas contre les violences, mais en plus il aggrave la situation en exposant les femmes et minorités de genre à encore plus de violences : avec la loi sur les retraites, celle sur le RSA, sur le logement, sur l'immigration...

Cette année, nous serons massivement dans la rue ce 25 novembre, en cette journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, pour continuer de faire valoir nos revendications et pour exiger la fin des violences machistes

Pour toutes les femmes et personnes sexisées victimes de violences en raison de leur genre,
Pour toutes les soeurs et adelpes victimes des violences sociales,
Pour toutes les personnes victimes des violences d'Etat,

Nous exigeons un investissement massif.

Nous exigeons des mesures concrètes, tangibles et immédiates pour mettre fin aux violences.

Nous appelons les associations, syndicats, organisations politiques, et toute la société, à nous rejoindre pour un mouvement de masse, un déferlement pour un monde nouveau, un monde sans violences sexistes et sexuelles, sans violences sociales, sans violences d'Etat.

Rendez-vous le 25 novembre 2023 à Lille, à 14h, place de l'Opéra.